

La crise en Argentine : le pouvoir du peuple se fait sentir

Partage international n° [161](#) - Février 2002

par Carmen Font

« L'« aura » de la démocratie va commencer à se développer dans toute l'Amérique latine. » [Maitreya, PI, novembre 1988]

« La conscience se développe maintenant chez les êtres humains dans le monde entier, si bien qu'ils n'accepteront plus d'être dominés par d'autres, alors que leur destin est d'être libres. Partout, les gouvernements devront écouter le peuple ». [Maitreya, Partage international septembre 1988]

Dans la nuit du 20 décembre 2001, les Argentins sont descendus dans la rue, afin de protester contre la manière dont les politiciens géraient la profonde récession économique qui accable le pays depuis plusieurs années. Depuis les années 1950, c'est la première fois que les citoyens, armés de casseroles (avec cette *cacerolada*, ou sérénade des casseroles, le peuple montre qu'il a faim), forçant un ministre des Finances, Domingo Cavallo, et un président, Fernando de la Rúa, à démissionner.

Les manifestations ont débuté à Buenos Aires, alors que des gens se penchaient à leurs fenêtres et faisaient s'entrechoquer des casseroles. Le son s'est répercuté dans le voisinage, et les premiers groupes se sont formés aux coins des rues. Ces rassemblements spontanés se sont rapidement multipliés, un appel à tous ayant été lancé sur les ondes et sur Internet : « *Rendez-vous tous chez Cavallo !* » En moins d'une heure, des milliers de citoyens s'étaient rassemblés devant la résidence de D. Cavallo. Mais la foule a également congestionné d'autres quartiers de Buenos Aires, exprimant les mêmes protestations, et des supermarchés ont été pillés dans un geste de désespoir. La nuit même, D. Cavallo s'est trouvé forcé de démissionner, suivi le lendemain par le président de la Rúa (du parti radical). Ensuite, la mobilisation sociale a fait succéder cinq présidents en l'espace d'une quinzaine de jours.

Le message des casseroles était clair : « *Nous ne*

voulons pas que les politiciens réduisent nos salaires », comme l'exprimait un Argentin sur Internet en appelant ses concitoyens à protester. « *Nous voulons que les administrations nationales, provinciales et locales soient réduites de 50 %. Nous ne voulons plus de politiciens avides de pouvoir, qui se préoccupent plus de gagner les élections que de résoudre des problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Nous voulons que ces politiciens sachent que nous n'accepterons plus leur irresponsabilité plus longtemps.* » Des messages de cette sorte ont débordé le secteur politique, pour incriminer les pouvoirs judiciaires et les grosses entreprises.

L'inquiétude de la population n'était pas sans fondement, puisque le système économique et financier de l'Argentine était sur le point de s'effondrer. Les mesures prises par D. Cavallo avaient conduit au blocage de l'épargne des classes moyennes et inférieures. La réserve de 25,6 milliards de dollars qui, en janvier 2001, soutenait la convertibilité du peso en dollar, était réduite à 14,6 milliards fin décembre. Onze milliards de dollars avaient ainsi disparu. Avant d'en arriver là, les grandes entreprises argentines avaient retiré la plupart de leurs dépôts. Ce qui amena D. Cavallo à interdire aux citoyens de retirer plus de 250 pesos (soit 250 dollars) par semaine à leur banque. Selon le journaliste argentin Joaquin Morales : « *Les Américains, au cours de la dépression des années 1930, ont perdu 20 % de leurs dépôts sur une période de deux ou trois ans. Nous, les Argentins, avons perdu 24 % en six mois.*

Cette crise a connu des répercussions dans toutes les couches de la société, et s'est traduite par la réduction des offres d'emploi, des salaires et des retraites, et de nombreuses familles ont manqué de nourriture. Le chômage a triplé entre 1991 et 1995, avec un taux actuel de 20 %, l'Argentine ayant 37 millions d'habitants. Un Argentin sur trois est sans travail. Plus de cinq millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Selon le rapport du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) sur la démocratie en Argentine, l'appauvrissement de la société argentine s'est fortement accrue au cours des quatre dernières années. La dette extérieure est à la base des nombreux problèmes économiques de ce pays : l'Argentine doit 132 milliards de dollars au FMI. Le

nouveau gouvernement péroniste d'Eduardo Duhalte a ordonné l'interruption des remboursements pour pouvoir financer d'urgence un ensemble de réformes économiques destinées à éviter l'effondrement du pays. E. Duhalte a déclaré que l'Argentine était dans l'incapacité de rembourser sa dette extérieure, et qu'elle interrompait donc ses règlements.

Le gouvernement argentin avait appliqué des mesures d'austérité draconiennes ces derniers mois, mais sans atteindre le déficit zéro exigé par le FMI. En décembre, le FMI avait alors suspendu le versement d'un crédit de 1,3 milliard de dollars. Selon l'agence internationale de notation Fitch, la défaillance de l'Argentine est la plus importante jamais enregistrée pour un pays débiteur. Le nouveau gouvernement a dévalué le peso (maintenu à parité avec le dollar américain depuis dix ans) de 28,5 %, dans l'espoir d'accroître les exportations et de réduire l'inflation.

La société argentine, qui vit dans un pays doté d'abondantes richesses naturelles, envisage les nouveaux développements avec un mélange d'espoir et de scepticisme, guettant avec intérêt les nouvelles mobilisations sociales, pour éviter que son avenir ne glisse entre des mains étrangères ou corrompues. De l'avis d'un dignitaire de l'Eglise catholique d'Argentine : « *Eduardo Duhalde a débuté son mandat du bon pied, parce qu'il a modifié*

l'orientation de la politique économique. Il favorise la production et l'emploi au niveau national, au lieu de continuer à opter pour une politique d'ouverture aveugle et d'ajustements permanents, qui signifie souvent un transfert des ressources du peuple vers l'Etat, et même vers l'étranger. »

Argentine

Date des faits : 20 décembre 2001 **Auteur** : Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.

Sources : Clarín, La Nación, Argentine

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)